



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

04 mars 2005

Volume 4, Numéro 3

LIGNE DE FOND 1

La conversion des droits de douane, principal point de désaccord de la semaine de l'agriculture

Services: Les Membres débattent du mode 4 et de la réglementation intérieure 3

Les discussions sur les subventions aux pêcheries avancent à l'OMC 6

NOUVELLES DE L'OMC 7

Démarrage des discussions sur la facilitation des échanges 7

Première réunion du sous-comité sur le coton à l'OMC 9

SUR LE FIL 11

Petites économies : Examen des caractéristiques, des problèmes et des solutions 11

Services, accès aux marchés pour les produits non agricoles, priorités en matière de développement dans les discussions au Kenya... 13

EVÉNEMENTS 14

PUBLICATIONS 15

LIGNE DE FOND

La conversion des droits de douane, principal point de désaccord de la semaine de l'agriculture

Les délégués à l'OMC se sont réunis du 7 au 11 février dernier, pour la première 'semaine de l'agriculture' de l'année. La réunion s'est terminée sur un blocage à propos de la conversion des droits de douane basés sur les quantités en équivalent 'ad valorem', c'est-à-dire des droits de douane basés sur le prix du produit. Faisant le récapitulatif de la semaine de l'agriculture lors d'une réunion formelle de la session spéciale du Comité de l'agriculture, le 11 février, le président Tim Groser, de la Nouvelle-Zélande, a vivement invité les Membres à trouver un accord sur la conversion des droits spécifiques en équivalents ad valorem. Il a réitéré sa préoccupation concernant le blocage technique sur la conversion ad valorem, lors d'une réunion du Comité des négociations commerciales, le 14 février, en déclarant qu'à moins de trouver un accord au cours des deux prochaines semaines, " l'ensemble de notre plan de jeu est compromis. " Plusieurs Membres se sont fait l'écho de l'appel de Groser, en mettant l'accent sur la nécessité de trouver une solution rapide au problème.

Les Membres ont tenu une réunion informelle lors de la session spéciale du Comité de l'agriculture, les 7 et 8 février, pour débattre, entre autres, des effets de l'érosion des préférences commerciales pour les pays pauvres, et des réponses à cette érosion. Durant les consultations techniques des 9 et 10 février, les Membres ont débattu des crédits à l'exportation et du traitement spécial et différencié qui y sont liés, en faveur des pays pauvres. Ils ont conclu leurs travaux lors d'une session formelle, le

11 février, précédée d'un débat sans résultat sur la conversion des droits de douane.

Les négociations sur l'agriculture se déroulent dans trois cadres différents : dans des sessions de négociation informelles, ouvertes à tous les Membres, qui permettent une première lecture des questions ; dans des consultations techniques plus ciblées, à participation non limitée, qui se penchent plus en profondeur sur les questions ; et dans des consultations en groupes restreints impliquant des experts techniques.

Conversion ad valorem : point de désaccord de la semaine de l'agriculture

La semaine de l'agriculture a fourni aux Membres l'occasion de faire des commentaires sur un projet mis en distribution par le président Groser, en janvier, portant sur les moyens de convertir des droits 'spécifiques' en équivalents ad valorem. Un certain nombre de Membres tels que l'UE et le G-10 de pays importateurs nets de produits alimentaires (notamment la Suisse et le Japon), ont actuellement mis en place des droits fondés sur la quantité ou des caractéristiques similaires d'importations particulières. Plusieurs Membres ont mis l'accent sur la nécessité de convertir tous les droits de ce type en équivalents ad valorem fondés sur les prix, plus transparents, avant de convenir de la formule de réduction tarifaire. Le G-10 a toutefois déclaré que la formule devait être convenue avant que le processus de conversion n'ait lieu.

Selon Groser, en raison de la complexité du processus de conversion, une 'approximation équitable' des équivalents ad valorem devrait être l'objectif actuel, en permettant aux Membres de voir dans quel étage un produit devrait entrer. Les divers étages auraient des niveaux différents de réductions tarifaires aux termes de la formule sur laquelle les Membres conviennent de fonder leurs réductions tarifaires. Un certain nombre de pays en développement ont appelé à des critères stricts pour le processus de conversion, alors que l'UE souhaitait plus de flexibilité.

Le stade de vérification du processus de conversion a particulièrement donné lieu à des controverses. Les pays qui ont des droits spécifiques étaient généralement en faveur d'une approche flexible de la question, sans prescriptions pesantes en matière de vérification. Groser a noté la nécessité d'une formule commune qui réduit le risque de " dérobage, de supercherie, d'incompréhension, appelez cela comme vous voulez ". Dans l'avenir, les Membres auront également à convenir du traitement à accorder aux produits dits 'sensibles' qui seront soumis à des prescriptions de réduction tarifaires moins rigoureuses. Le président Groser révisera son texte préliminaire sur les équivalents ad valorem à la suite de la dernière série de discussions, et après de prochaines consultations.

Réduction des subventions : Abaissement initial de 20% insuffisant

Au cours des discussions informelles au début de la semaine, les Membres ont procédé à une 'première lecture' de la formule de réduction des subventions internes ayant des effets de distorsion sur les échanges. Les délégués ont noté que s'ils avaient convenu, dans le Paquet de juillet (WT/L/579), d'une réduction initiale de 20% du soutien ayant des effets de distorsion durant la première année de mise en œuvre, les effets de cette réduction ne seraient pas significatifs en raison des écarts entre les niveaux de soutien autorisés aux pays et leurs niveaux de soutien effectifs. Les pays importateurs de produits agricoles (G-10) ont mis l'accent sur le fait que ces écarts existent parce que les pays ont pris de mesures de libéralisation unilatérales et soutiennent qu'il ne faudrait pas les pénaliser de l'avoir fait en leur demandant de réduire davantage leur soutien. D'autres, tels que la Nouvelle-Zélande ont rétorqué que les niveaux de soutien initialement autorisés avaient été gonflés.

Dans les discussions sur la classification des pays afin de déterminer le niveau des réductions qu'ils seraient tenus de faire dans leurs subventions, le Canada a désigné l'UE comme le pays qui octroie les subventions les plus significatives et a déclaré que l'Union devait être classée à l'étage le plus élevé. Les Etats-Unis et le Japon seraient placés à

l'étage suivant, ce qui veut dire qu'ils auraient à réduire leurs subventions qui ont des effets de distorsion de manière presque aussi forte. D'autres pays seraient placés dans les étages inférieurs. Alors que ces trois Membres fournissent les niveaux de soutien les plus élevés, en termes absolus, l'Australie et la Nouvelle-Zélande - désapprouvés par la Suisse - ont déclaré que le montant du soutien devrait être considéré par rapport à la taille d'un pays.

Autres questions

Les Membres ont également débattu des crédits à l'exportation, un domaine où les négociations sont bien avancées. Dans le Paquet de Juillet, les pays ont pris l'engagement d'éliminer totalement les subventions à l'exportation et d'autres formes de soutien à l'exportation qui ont des effets de distorsion des échanges, la date exacte restant à négocier. Lors de la réunion en cours, les Membres ont examiné quelles flexibilités devaient être accordées aux pays en développement. Le Sénégal (parlant au nom du groupe des PMA) le Kenya, et certains autres Membres ont proposé que les pays en développement soient autorisés à bénéficier de périodes de remboursement plus longues et d'une baisse des taux d'intérêt pour les crédits. D'autres ont toutefois attiré l'attention sur le fait que ces flexibilités pourraient créer des vides juridiques et compromettre l'efficacité de l'engagement à mettre un terme aux subventions à l'exportation. Selon la Malaisie, les crédits subventionnés devraient être autorisés afin de promouvoir le commerce Sud-Sud.

Durant la réunion finale du 11 février, le G-20 et plusieurs autres délégations se sont opposés à l'inclusion, dans la série de discussions à venir, des " questions d'intérêt, mais non convenues ", telles que les indications géographiques. Ces pays ont soutenu que les questions centrales devaient être résolues en premier lieu. L'UE a mis l'accent sur le fait que tout ce qui était inclus dans le Paquet de juillet faisait partie de l'accord, et que les travaux devaient avancer sur tous les éléments.

La prochaine semaine de l'agriculture est fixée du 14 au 18 mars. Des ministres clés tiendront du 2 au

4 mars, au Kenya, une réunion mini-ministérielle qui portera entre autres sur des questions litigieuses comme l'agriculture. Les Membres espèrent convenir d'une 'première approximation' des modalités de négociation d'ici fin juillet, et des modalités complètes d'ici la prochaine réunion ministérielle de l'OMC, en décembre. Après avoir convenu des modalités - formules de réduction tarifaire et de réduction des subventions, critères du soutien interne, listes, délais et périodes de transition - les Membres auront à remplir leurs listes d'engagements respectives.

Services: Les Membres débattent du mode 4 et de la réglementation intérieure

Le 'groupe' des négociations sur les services a poursuivi ses travaux dans la semaine du 21 au 27 février, à l'OMC. Le processus bilatéral de présentation de demandes et d'offres d'accès aux marchés continue d'accuser un retard, malgré l'impulsion donnée, le 21 février, par l'Indonésie, qui a annoncé son offre initiale de libéralisation de certains secteurs du commerce des services. En dépit de la lenteur du processus de présentation de demandes et d'offres à travers lequel la libéralisation des services a effectivement lieu, les débats ont gagné en intensité. Durant la réunion de la Session spéciale du Conseil du commerce des services, les 21-22 février, les Membres ont débattu de 15 propositions distinctes sur des questions allant de la réglementation intérieure aux services postaux. Ils ont également débattu du 'mode 4' de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), qui traite du mouvement transfrontières des fournisseurs de services.

Les partisans d'une libéralisation accrue des services ont présenté des propositions et des projets de listes pour prendre des engagements de libéralisation, dans le but de susciter un appui à leurs idées, avant que les Membres ne présentent leurs offres révisées d'ouverture des marchés d'ici la date limite de mai, énoncée dans le Paquet de Juillet (WT/L/579).

L'Indonésie stimule le processus de présentation de demandes et d'offres

L'offre initiale de l'Indonésie proposait l'ouverture de certaines parties de ses secteurs de l'éducation, l'énergie et la santé aux fournisseurs de services étrangers. L'Indonésie a également offert de renforcer ses engagements sur les services financiers, maritimes et de construction, en autorisant des sociétés étrangères à rehausser de 49% à plus de 50% leur participation à des banques et à des entreprises locales du bâtiment.

En dépit de l'offre initiale Indonésienne, le processus de présentation de demandes et d'offre avance au ralenti. Faisant une présentation aux Membres sur la situation des offres proposées jusqu'ici, le président des Services, l'ambassadeur Alexandro Jara, du Chili, a indiqué que seulement 47 pays avaient présenté leurs offres initiales. De plus, l'accès aux marchés effectif proposé par les pays développés et les pays en développement était assez limité, tant en termes de portée de la libéralisation que de secteurs ciblés. Des marchés significatifs tels que l'Afrique du sud et les Philippines n'ont toujours pas présenté leurs offres initiales.

Les Membres débattent de la classification aux fins du mode 4

Les Membres ont examiné deux propositions visant la définition et la classification des différents types de professionnels fournisseurs de services, aux fins du mode 4 de l'AGCS, qui régit ce que l'on appelle 'le mouvement des personnes physiques'. Selon les deux propositions, un système commun pour que tous les Membres classent leurs engagements d'accès aux marchés aux fins du mode 4 faciliterait une libéralisation plus profonde à travers une gamme plus large de secteurs, tout en simplifiant l'admission temporaire et en réduisant les coûts des transactions associées à la fourniture de tels services.

De nombreux spécialistes du commerce soutiennent que la libéralisation du mouvement de la main-d'œuvre temporaire est la partie du système commercial multilatéral qui offre les plus

grands avantages potentiels pour les pays en développement.

Une communication conjointe (TN/S/W/31, non encore en distribution générale) émanant de l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Inde, le Mexique, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, la Thaïlande et l'Uruguay, proposait de classer les professionnels dans les catégories suivantes : 'transferts entre entreprises', 'visites d'affaires', 'fournisseurs de services contractuels', et 'professionnels indépendants', en prévoyant que les Membres prennent des engagements dans des catégories qui ne cadrent pas avec les quatre premières. Une communication conjointe (TN/S/W/32) de la Bulgarie, du Canada, de l'UE et de la Roumanie, proposait un système de classification essentiellement identique.

La différence entre les deux propositions était que le document des pays en développement comprenait une section reliant les catégories communes de professionnels à certains éléments communs potentiels de l'accès aux marchés, tels que la durée de séjour autorisée et d'autres disciplines régissant les restrictions à l'admission. Ces pays ont par exemple proposé que les professionnels dans la catégorie 'visites d'affaires' soient autorisés à séjourner dans le pays de destination pour une durée de six mois, avec une possibilité de renouvellement. Tout en reconnaissant le droit de tous les Membres de décider des conditions d'accès aux marchés associées à leurs listes d'engagements, la proposition suggère d'interdire aux pays d'imposer des " tests de besoins économiques " avant d'accorder l'admission, " sauf dans des circonstances exceptionnelles, qui devraient être énoncées de manière spécifique. "

Selon l'UE et le Canada, le système de classification proposé n'était qu'un outil pour prendre des engagements, en spécifiant que différents pays se réserveraient le droit d'accorder des niveaux différents d'accès aux marchés. Par contre, la proposition des pays en développement notait que " le simple fait d'arriver à un accord sur

les catégories, sans le lier à l'accès aux marchés, peut ne pas être utile. "

Présentations informelles sur la réglementation intérieure

Selon l'article VI :4 de l'AGCS, les Membres sont censés développer des disciplines qui peuvent être nécessaires pour garantir que les réglementations intérieures (spécifiquement, les prescriptions et procédures en matière de qualification, les normes techniques et les prescriptions en matière d'octroi de licences) " ne constituent pas des obstacles non nécessaires au commerce des services. "

Durant les réunions sur les services, un groupe de pays en développement comprenant le Brésil, la Colombie et les Philippines, a déposé un document informel ayant trait à des projets de règles pour la réglementation intérieure, notamment des définitions des différents types de réglementations intérieures citées ci-dessus, et des prescriptions en matière de transparence, en vue de leur promulgation et de leur application. Le projet de règles réaffirmait avec force le droit de tous les Membres de réglementer et d'introduire de nouvelles réglementations, ainsi que le droit de définir " le type d'obligation universelle sur les services qu'ils souhaitent appliquer. " Le texte spécifiait également que les pays tiendraient compte du " niveau de développement des réglementations sur les services et des capacités institutionnelles ", chez un Membre particulier, dans l'application des disciplines ou la détermination du respect par le Membre de ses obligations. Les disciplines proposées prévoyaient également un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, notamment des délais plus longs pour la mise en conformité et un appel aux Membres visant à garantir que les réglementations intérieures " ne créent pas des obstacles non nécessaires aux exportations des pays en développement Membres. "

De plus, le document du groupe proposait d'appliquer des disciplines sur les mesures réglementaires aux procédures des Membres qui réglementent l'admission de professionnels dans leurs territoires, aux fins du mode 4 de l'AGCS.

Bien que le document ne mentionne pas spécifiquement les procédures en matière de visa - qui, si elles sont trop onéreuses, peuvent restreindre les mouvements transfrontières - il a incité certains membres, en particulier l'UE et le Japon, à affirmer que ces procédures devraient être en dehors de la sphère des disciplines sur la réglementation intérieure.

Les Etats-Unis ont présenté une communication informelle sur la transparence en ce qui concerne la réglementation intérieure. Le document appelait, avant l'entrée en vigueur d'une réglementation proposée, à une 'période commentaires préalables' durant laquelle les parties prenantes seraient en mesure de faire des commentaires sur la réglementation. En plus de la prescription concernant la publication claire des réglementations, la proposition demanderait aux Membres de fournir des 'points d'investigation' auxquels les parties intéressées pourraient adresser des questions sur une mesure réglementaire particulière.

Les deux documents seront débattus dans le Groupe de travail de la réglementation, avant le prochain 'groupe' de discussions sur les services.

Conclusion du groupe le 25 février

Le Secrétariat de l'OMC a ouvert la réunion de la Session spéciale du CCD du 21 février par une présentation portant sur la nécessité pour les Membres d'être en mesure d'évaluer les effets potentiels des offres d'accès aux marchés des services, avant qu'elles ne soient présentées.

Durant les deux dernières semaines, les Membres ont tenu des réunions bilatérales et plurilatérales ; les différents groupes qui travaillent sur des questions particulières dans les discussions sur les services se sont également réunis.

La prochaine série de réunions sur les services doit avoir lieu en juin.

Les discussions sur les subventions aux pêcheries avancent à l'OMC

Les discussions sur les subventions aux pêcheries au sein du Groupe de négociation des règles, du 21 au 23 février, se sont concentrées sur une nouvelle présentation du Japon - officiellement appuyée, cette fois-ci, par la Corée et Taiwan - qui décrit plus en détail son approche de l'élaboration de disciplines sur de telles subventions. De nombreux observateurs ont fait preuve d'un optimisme prudent concernant les progrès dans les discussions, mais ont également mis l'accent sur le fait qu'il restait beaucoup à faire pour affiner les détails de disciplines possibles, en particulier sur les voies et moyens d'aborder le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement.

Dans leur présentation (TN/RL/W/172, disponible à : <http://docsonline.wto.org>), le Japon, la Corée et Taiwan ont critiqué la communication de novembre 2004 des " Amis du poisson " (Argentine, Chili, Equateur, Nouvelle-Zélande, Philippines et Pérou, en soutenant spécifiquement que l'approche de 'liste négative' de la proposition des " Amis du poisson " - c'est-à-dire une interdiction uniforme des subventions, avec des exceptions spécifiques à négocier par la suite - était incompatible avec l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, qui prévoit une approche de 'liste positive' n'interdisant explicitement que certaines subventions identifiées comme ayant des effets de distorsion des échanges. Ils ont également soutenu qu'en éliminant le test sur les effets, la présentation de novembre établirait une distinction entre les pêcheries et d'autres secteurs soumis à des disciplines fondées sur leurs incidences sur les échanges, et limiterait la flexibilité dans le recours à des outils de politiques dans un environnement en évolution.

La présentation a également développé une proposition antérieure du Japon. Les pays notent que toutes les subventions aux pêcheries jugées comme causant directement des dommages graves aux ressources halieutiques seraient interdites (subventions de la " catégorie rouge "), y compris

les subventions destinées à rehausser la capacité des bateaux de pêche et celles relatives à la pêche illicite, non signalée et non réglementée. Notamment, la nouvelle proposition n'inclut pas la mise en garde antérieure du Japon concernant le fait que les subventions liées à la capacité ne seraient interdites que pour les bateaux opérant dans des pêcheries mal gérées. Elle spécifie plutôt que les questions de gestion des ressources devraient être examinées dans les négociations.

Concernant les subventions aux fins de la " catégorie verte " (ne donnant pas lieu à une action), la présentation permettrait des subventions qui ont des effets positifs sur la reconstitution des stocks de poissons, la recherche et le développement, la sécurité sociale et le bien-être social. Elle appelait également à assurer une certaine flexibilité pour permettre à tous les pays de protéger leurs pêcheries de subsistance à petite échelle, et aux pays en développement, de recourir à de subventions normalement interdites.

En dépit de la position critique de la présentation japonaise à l'égard l'approche des " Amis des poissons ", même ceux qui, dans le débat, étaient de l'autre bord, ont vu dans la nouvelle proposition " une avancée assez importante " et une amélioration significative par rapport à la proposition antérieure, avec moins de réserves sur les subventions de la " catégorie rouge ". Ils ont toutefois déclaré que la " catégorie verte ", bien que moins large qu'auparavant, nécessite toujours des clarifications supplémentaires. De plus, plusieurs observateurs ont favorablement accueilli le soutien apporté par la Corée et Taiwan à la proposition, car ceci constituait leur reconnaissance officielle de la nécessité d'imposer des disciplines sur les subventions aux pêcheries. La Nouvelle-Zélande s'est toutefois demandée comment les pays projetaient de prendre en compte la " zone grise ", c'est-à-dire les subventions qui n'entraient clairement dans aucune des deux catégories. Elle a demandé comment leur approche proposée améliorerait la transparence en ce qui concerne les programmes de subventions.

Nombre de Membres ont estimé que la proposition indiquait des progrès suffisants pour permettre aux pays de mettre de côté leurs divergences persistantes sur l'approche large proposée par le Japon, la Corée et Taiwan, plutôt que celle proposé par les " Amis du poisson ", et d'entamer des discussions sur les détails effectifs et le fond des programmes de subventions. Les Membres ont généralement reconnu la nécessité de prendre en compte les préoccupations spéciales des pays en développement, en particulier des petits Etats vulnérables, comme le soulignait une proposition antérieure des petits Etats insulaires en développement. Toutefois, certains pays en développement se sont dits préoccupés par le fait que les dispositions en matière de traitement spécial et différencié pourraient être utilisées par certains des grands pays en développement pour constituer de grandes flottes, compromettant ainsi les objectifs des règles. Dans ce contexte, le Brésil a noté qu'aucune discipline ne devrait interdire aux pays de constituer leurs propres flottes pour exploiter leurs eaux nationales dans des limites viables. Le Brésil et l'Inde ont fait savoir qu'ils présenteraient d'ici peu des propositions sur le traitement spécial et différencié.

La prochaine réunion du Groupe de négociation des règles est actuellement fixée du 11 au 13 avril.

NOUVELLES DE L'OMC

Démarrage des discussions sur la facilitation des échanges

Lors de la troisième réunion du Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, tenue du 7 au 9 février, les Membres ont mené des discussions préliminaires sur la première série de présentations de fond sur la question. Le Secrétariat de l'OMC, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale des douanes et la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ont également fait des présentations lors de la réunion.

Selon le mandat et les modalités énoncées dans l'annexe D du Paquet de juillet (WT/L/579, disponible à <http://docsonline.wto.org>), les négociations sur la facilitation des échanges visent à : " accélérer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit. " Les Membres ont reçu pour instruction de " clarifier et améliorer les aspects pertinents " des articles du GATT de 1994, traitant de la liberté de transit pour les marchandises d'autres Etats Membres (article V), des redevances et formalités liées au commerce (article VIII) et de la transparence dans la régulation et l'administration des réglementations commerciales (article X).

Communications et réactions 'préliminaires', disent les délégués

Alors que les Membres ont convenu de la nécessité et de l'importance de la facilitation des échanges, notamment pour les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA), le défi clé à relever, disent-ils, est d'aplanir les divergences entre pays sur la manière de procéder.

Un délégué à l'OMC a qualifié les communications, qui se concentraient essentiellement sur les articles X et VIII, de " préliminaires " et ouvertes à négociation. Les préoccupations en matière de coûts et l'assistance technique faisaient partie intégrante de toutes les communications. La session a été jugée " interactive ", les membres posant des questions spécifiques sur les propositions. Toutefois, les questions et les réponses aux propositions n'ont pas été jugées très détaillées, parce que la plupart des délégués attendaient l'information en retour de leurs capitales.

Les communications européennes (TN/TF/W/6) et coréenne (TN/TF/W/7) portaient sur des questions largement similaires concernant le renforcement de la transparence et l'amélioration de l'administration des réglementations qui affectent les échanges transfrontières. Celles-ci comprennent la consultation préalable avec les partenaires commerciaux sur les nouvelles règles amendées, ainsi que sur les délais avant leur entrée en vigueur.

; et les procédures d'appel. Concernant le traitement spécial et différencié, la proposition européenne faisait état de l'assistance technique liée au commerce pour les pays en développement, en plus de l'allongement des périodes pour la mise en œuvre. Nombre des mêmes sujets figuraient dans la proposition conjointe du Japon, de la Mongolie et de Taiwan, coparrainée par le Pakistan (TN/TF/W/8).

Au cours de la réunion, l'Inde a déclaré que la communication de l'UE cherchait à renforcer les prescriptions de transparence de l'article X. Selon le Brésil, la proposition de consultation préalable entre les autorités réglementaires et la communauté du commerce allait au-delà des prescriptions actuelles en matière de transparence. Dans un entretien, un délégué a reproché à la communication coréenne de ne contenir aucune mesure de traitement spécial et différencié, en dehors de l'allongement des périodes de mise en œuvre, qu'il a estimé " sans valeur ". Il a ajouté que les pays en développement et les PMA attendaient " des propositions plus concrètes et plus significatives. "

Les quatre propositions de fond des Etats-Unis portaient sur les 'décisions anticipées' à communiquer aux négociants, sur demande ; la clarification et l'amélioration de la forme des prescriptions relatives à la publication sur l'Internet des réglementations commerciales et d'autres procédures d'importation ; l'établissement de paramètres spécifiques pour l'utilisation et la publication des redevances douanières ; et la mise en place de procédures rapides pour les expéditions express (TN/TF/W/12, 13, 14 et 15, respectivement).

Les 'décisions anticipées' permettent aux négociants de demander et de recevoir une certification écrite des autorités du pays de destination - avant que la marchandise ne soit préparée pour l'exportation. Ces décisions spécifieraient la classification tarifaire des marchandises, le taux des droits qui leur seront imposés, et le point de savoir si la marchandise est susceptible de bénéficier d'un traitement tarifaire

préférentiel. La proposition conjointe du Canada et de l'Australie sur les décisions anticipées (TN/TF/W/9) faisait valoir que ces mesures auraient pour effet d'accroître la transparence et la prévisibilité, ce qui stimulerait les petites et moyennes entreprises, ainsi que les flux d'investissements étrangers. Ces points de vue ont été repris dans la proposition américaine relative aux décisions anticipées. Le Canada et l'Australie ont également noté que les nouveaux coûts entraînés par de telles mesures pourraient être relativement faibles, car les décisions anticipées sont déjà prévues aux fins de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine. Les décisions anticipées figuraient également dans la proposition de la Taiwan (TN/TF/W/10).

Les propositions américaines cherchaient à prendre en compte les préoccupations relatives aux incidences en termes de coûts, au traitement spécial et différencié et à l'assistance technique. Taiwan a également mis l'accent sur son engagement à fournir l'assistance technique nécessaire aux autres pays en développement

Pays en développement : les coûts doivent être pris en compte

Au nom du " groupe de base " de 19 pays en développement ayant des positions similaires sur la facilitation des échanges, les Philippines ont insisté sur le fait que les Membres devaient se concentrer sur l'incidence possible des propositions, en particulier afin de fournir une assistance technique et financière aux pays en développement et aux PMA. S'exprimant au nom des PMA, la Zambie a réitéré la nécessité de prendre en compte les incidences en termes de développement et de coûts. Selon la Chine, il pouvait ne pas toujours être approprié de mettre à disposition les décisions anticipées ; la Pakistan a observé que l'obligation de les mettre à disposition pouvait ne pas être aisée à mettre en œuvre et nécessiterait peut-être une assistance. Un négociateur a noté qu'il fallait davantage de communications sur la liberté de transit (article V), en soulignant que la question était cruciale pour les pays enclavés.

Un délégué d'un pays en développement a déclaré que les négociations sur la facilitation des échanges devraient idéalement remplir trois fonctions : permettre aux Membres de décider comment les articles pertinents du GATT pouvaient être améliorés et clarifiés ; évaluer les nouvelles mesures requises et les délais et les fonds nécessaires pour les mettre en œuvre ; et garantir que les Membres disposent des ressources nécessaires pour ce faire. Il a ajouté que toute disposition en matière de facilitation des échanges pourrait ne pas devenir contraignante pendant un certain temps, car tous les pays n'étaient pas préparés à souscrire à des obligations immédiatement, même si les ressources pour les aider étaient rapidement mises à disposition.

Le président du Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, l'ambassadeur Muhamad Noor Yacob de la Malaisie a invité les Membres à présenter de nouvelles propositions. Il a également suggéré que lors de sa prochaine réunion, fixée du 22 au 24 mars, le groupe pourrait examiner les communications et en débattre de manière plus détaillée.

Présentations des organisations intergouvernementales

Le Secrétariat de l'OMC a présenté ses notes sur la portée et l'application des articles V, VIII et X (TN/TF/W/2, 3 et 4, respectivement), ainsi que sur l'assistance technique (TN/TF/W/5). Le Secrétariat doit organiser des réunions en groupes restreints entre les parties intéressées, en particulier les pays en développement et les PMA, afin d'évaluer leurs besoins en termes d'assistance technique et de constitution de capacité.

La Banque mondiale a également fait des présentations sur ses activités liées à la facilitation des échanges, notamment un plan visant à aider les pays à participer de manière plus effective aux négociations sur la facilitation des échanges, en mettant en place des processus de coordination entre les délégués basés à Genève et les experts techniques des capitales, plus à même d'évaluer les priorités nationales et les coûts potentiels de différentes propositions de négociation. Le

nouveau 'Manuel sur la modernisation des douanes' - Customs Modernization Hand book de la Banque mondiale - lancé durant les réunions, présente les éléments clés d'une stratégie réussie de modernisation des douanes.

L'organisation mondiale des douanes (OMD) a présenté une liste de contrôle d'autoévaluation pour aider les pays à évaluer leur compatibilité avec les articles V, VIII et X.

La CNUCED, pour sa part, a attiré l'attention des Membres sur le Fonds spécial qu'elle a établi pour les aider à négocier de manière plus effective, ainsi que pour rehausser leur capacité à mettre en œuvre de nouvelles obligations.

De nombreux Membres ont mis l'accent sur le besoin de cohérence entre les diverses organisations intergouvernementales travaillant sur la facilitation des échanges.

Le 'Customs Modernization Handbook' de la Banque mondiale est disponible en ligne à : http://www.worldbankinfoshop.org/ecommerce/catalog/product?item_id=3077227

Première réunion du sous-comité sur le coton à l'OMC

Le Sous-comité du coton a tenu sa première réunion le 16 février dernier. La réunion s'est concentrée essentiellement sur les questions organisationnelles relatives aux futurs travaux du sous-comité. Les Membres ont mis l'accent sur l'importance que revêtait le coton pour leurs économies, et sur leur souhait de voir des résultats rapides et substantiels de leur programme de travail. Concernant la portée des travaux, un Membre a suggéré de l'étendre à des questions telles que le commerce des textiles. Le sous-comité est sous la supervision du président du Comité de l'agriculture, l'ambassadeur Tim Groser de la Nouvelle-Zélande. Lors de la première réunion, Groser a averti les Membres que le coton avait

suffisamment d'importance pour décider du sort des négociations de Doha.

Au cours de la réunion, la Chine a effectivement bloqué une proposition du Comité consultatif international sur le coton (International Cotton Advisory Committee - ICAC) sollicitant un statut d'observateur ad hoc lors des réunions. La délégation chinoise a soutenu que, la Chine n'étant pas membre de l'ICAC, elle devait d'abord étudier les travaux de cette organisation et mener des consultations avec Beijing. Toutefois, l'Egypte a appuyé la demande de l'ICAC, en faisant valoir que les Membres de l'OMC ne s'étant toujours pas mis d'accord sur le statut d'observateur en général, le sous-comité pouvait suivre l'exemple des autres comités en acceptant l'ICAC en tant qu'observateur ad hoc.

Les Membres indécis sur la portée du programme de travail

La mise en place du sous-comité était prescrite dans le Paquet de juillet (WT/L/579) qui spécifiait que ses travaux " porteront sur toutes les politiques ayant des effets de distorsion sur les échanges affectant le secteur en ce qui concerne les trois piliers que sont l'accès aux marchés, le soutien interne, et la concurrence à l'exportation", qu'il " se réunira périodiquement et fera rapport à la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture pour examiner les progrès réalisés. "

Les Membres ont convenu que les travaux du sous-comité devaient porter sur l'évaluation des progrès réalisés dans les négociations sur l'agriculture. Il devrait également fournir des mises à jour régulières sur les incidences en termes de développement liées au coton dans les discussions, afin d'appuyer la cohérence entre les aspects commerce et développement du coton.

Ils n'ont toutefois pas pu se mettre d'accord sur le point de savoir si le sous comité devrait aborder " d'autres " sujets, notamment des questions plus larges liées aux textiles telles que l'accès aux marchés pour les produits industriels et la facilitation des échanges.

Les Etats-Unis étaient en faveur d'un agenda plus large, couvrant potentiellement les progrès réalisés dans d'autres domaines des négociations liées au coton, tels que l'accès aux marchés pour les produits industriels (en raison des textiles) et les discussions sur les règles concernant les subventions et les mesures commerciales correctives. Les Etats-Unis ont suggéré que le sous comité puisse également étudier une gamme de politiques ayant des effets de distorsion sur les échanges qui affectent le coton, tels les obstacles à l'accès aux marchés, les subventions agricoles et les politiques publiques qui profitent aux fibres synthétiques.

La proposition américaine n'a pas reçu l'appui des autres Membres, plusieurs s'opposant à ce que de tels sujets soient pris en compte, en soutenant que le sous comité faisait partie de négociations sur l'agriculture et qu'il devait donc rester concentré sur son mandat. Ces pays - dont l'Argentine, le Brésil, la Chine, le Japon, le Pakistan et le Paraguay - soutenaient que les principaux problèmes à prendre en compte dans le sous comité étaient les subventions à l'exportation et le soutien interne pour le coton.

Les artisans ouest africains de l'initiative sur le coton (Bénin, Burkina Faso, et Tchad), le Groupe africain et les PMA, ont déclaré souhaiter voir le programme de travail documenté sur papier.

Concentration sur les subventions au coton

La plupart des intervenants ont mis l'accent sur le fait qu'il était essentiel de traiter de la question du coton en raison de son incidence sur les agriculteurs pauvres, certains réitérant l'appel du Cadre de juillet à prendre en compte la question de manière " ambitieuse, rapide et spécifique. "

Selon une proposition chinoise, le sous comité devait agir rapidement en proclamant un arrêt immédiat des subventions à l'exportation sur le coton, mais cette proposition n'a pas reçu l'appui des autres Membres. L'UE reconnaissait que les producteurs de coton en Espagne et en Grèce recevaient des subventions, mais a déclaré que ces pays ne produisaient que 2% du total mondial et

qu'ils en produiraient encore moins, car les réformes réduisaient le niveau du soutien agricole.

Le président Groser a annoncé qu'il mettrait en distribution, sous peu, un projet de programme de travail et qu'il poursuivrait ses consultations avec les Membres. Le sous-comité reste à l'écoute, et pourrait bientôt se réunir de nouveau, si les consultations mènent à un accord, peut être pour l'adoption du programme de travail

Contexte

Les Membres de l'OMC ont convenu, le 19 novembre 2004, de mettre sur pied un sous comité, sous la supervision de la session spéciale du Comité de l'agriculture, pour traiter spécifiquement de la question du coton, tel que prescrit dans le Paquet de juillet. L'initiative sur le coton a été initialement lancée en 2003 par quatre pays de l'Afrique de l'Ouest, dans la période menant à la Conférence ministérielle de l'OMC, à Cancun, en septembre de la même année. L'initiative appelait à l'élimination progressive des subventions accordées aux producteurs de coton des pays développés, et à la mise en place d'un mécanisme compensatoire pour indemniser les producteurs des PMA pour les pertes de revenu qu'ils subissent, tant que les subventions ne sont pas totalement éliminées.

L'organe d'appel de l'OMC confirme la décision du Groupe spécial et déclare les subventions américaines illégales

L'Organe d'appel de l'OMC vient de publier son rapport sur le contentieux sur le coton à l'OMC. Les Etats Unis dont les subventions avaient été déclarées illégales en première instance avaient interjeté appel. Par une décision du 3 mars 2005, l'Organe d'appel vient de considérer que Les subventions versées par les Etats-Unis à leurs producteurs de coton ne sont pas compatibles avec les règles du commerce international. Pour le moment, la réaction des américains est restée très laconique : "Nous sommes intéressés aux résultats et non pas au conflit. Nous allons étudier le rapport attentivement et travailler de près avec le Congrès

et notre communauté agricole pour les actions à venir. "

Nous reviendrons plus en détail sur cette question lors de notre prochaine parution.

SUR LE FIL

Petites économies : Examen des caractéristiques, des problèmes et des solutions

Lors de la réunion de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement (CCD) de l'OMC, le 21 février dernier, il a été convenu d'un processus pour faire avancer le programme de travail sur les petites économies en partant d'une approche proposée par le président Trevor Clarke, ambassadeur de la Barbade. La 'Session spéciale du CCD s'est concentrée sur les petites économies. Malgré leur désaccord sur le point de savoir s'il y avait lieu de définir les caractéristiques des petites économies, les Membres ont convenu que la Session examinerait leurs caractéristiques et leurs problèmes, puis élaborerait des solutions afin de faire avancer le mandat du groupe, énoncé dans le paragraphe 35 de la Déclaration de Doha (WT/MIN(01)/DEC/1).

Lors d'une réunion de la session normale du CCD, le jour suivant, les Membres n'ont pas été en mesure de se mettre d'accord sur l'acceptation des observateurs ad hoc. Ils ont également assisté à des présentations sur les produits de base et sur le commerce électronique.

Appui accru à la nouvelle approche du président

Trevor Clark, qui présidait sa dernière réunion à la tête du CCD, a identifié une procédure en trois étapes pour la Session du CCD, lors d'une réunion informelle du groupe, le 25 janvier dernier, et l'a formellement présentée aux Membres lors de la réunion du 21 février. La première étape se concentre sur l'examen du recours aux caractéristiques pour identifier les économies

pouvant être acceptées comme petites et vulnérables. L'étape deux implique l'examen des problèmes liés au commerce qui pourraient être raisonnablement imputés à ces caractéristiques. La troisième impliquerait la formulation de réponses aux problèmes liés au commerce que ces pays pourraient utiliser. Exceptionnellement, aucun pays ne serait cité durant ce processus.

La réticence à citer un groupe particulier de pays émane essentiellement des craintes exprimées par certains Membres concernant la différenciation entre pays en développement. Cette différenciation est une question très litigieuse à l'OMC, dans la mesure où le mandat relatif aux petites économies spécifiait de manière explicite que les Membres devaient " définir des réponses aux questions liées au commerce identifiées, pour intégrer davantage les petites économies vulnérables dans le système commercial multilatéral, et non pas créer une sous-catégorie de Membres de l'OMC. " Certains pays craignent que le fait de citer un groupe de pays ou même de spécifier trop clairement quels pays pourraient bénéficier des solutions proposées équivaldrait à une différenciation. Au cours de la réunion, tous les Membres ont convenu que les négociations de la Session du CCD ne tenteraient pas de créer une nouvelle sous-catégorie de pays à l'OMC.

L'ordre dans lequel devaient être traitées les première et deuxième étapes de l'approche suggérée par Clarke a divisé les Membres. Selon le Brésil, la Colombie, l'Equateur, l'Egypte, le Costa Rica, le Mexique, l'Inde, HongKong et le Pérou, les problèmes rencontrés par les petites économies devaient être traités d'abord, alors que Cuba, le Salvador, le Canada et la République dominicaine préféraient traiter en premier lieu des caractéristiques des petites économies. Le Guatemala, la Jamaïque, l'Argentine, le Sri Lanka et St Kitts et Nevis étaient en faveur d'un examen des deux questions simultanément. Les Etats-Unis, la Suisse et le Paraguay se sont déclarés ouverts à l'une ou l'autre approche.

Le premier groupe, composé essentiellement de grands pays en développement, a déclaré que

certaines caractéristiques des petites économies s'appliquent probablement à d'autres pays en développement également. Le groupe a soutenu ne pas voir clairement dans quel but ces caractéristiques devaient être définies ; une fois ces caractéristiques identifiées, a demandé le groupe, combien de celles-ci doivent s'appliquer à un pays pour qu'il soit considéré comme une petite économie vulnérable ? Le groupe a soutenu que l'ordre logique serait d'identifier le problème, de voir s'il découle de la petite taille et de la vulnérabilité de l'économie, puis de tenter de trouver une solution. Selon des sources dans les milieux du commerce, lors des négociations informelles, le groupe a dit aux pays ayant de petites économies qu'il pourrait ne pas être dans leur intérêt d'ouvrir la question des caractéristiques, parce que ceci susciterait de longs débats, rouvrirait la question litigieuse de la différenciation et pourrait mener à un problème lors de la Conférence ministérielle de Hongkong.

Par contre, selon le second groupe, il était logique de commencer par les causes sous-jacentes des problèmes rencontrés par les petites économies vulnérables. A cette fin, un document énonçant les caractéristiques et les problèmes clés des petites économies a été présenté à la Session spéciale du CCD par Antigua et Barbuda, la Barbade, la Bolivie, Fidji, le Guatemala, le Honduras, la Mongolie, le Nicaragua, la République dominicaine, le Salvador, et Trinidad et Tobago (WT/COMTD/SE/W/12). Ces pays ont soutenu que la concentration sur les caractéristiques aiderait les Membres à mieux comprendre les handicaps structurels qui empêchent les petites économies de tirer pleinement profit du système commercial multilatéral. Le groupe restait toutefois disposé à clarifier les problèmes liés au commerce, ainsi que la relation entre les caractéristiques et les problèmes.

La réunion s'est achevée sur une décision des Membres de suivre les étapes une et deux, c'est-à-dire d'examiner les caractéristiques et les problèmes simultanément. La session passera ensuite à l'élaboration de réponses systémiques à ces problèmes. Ils ont convenu que le groupe aurait

à travailler rapidement pour réaliser des résultats d'ici la Conférence ministérielle de l'OMC de décembre, à Hongkong.

Le statut d'observateur ad hoc en question

La réunion de la session normale du CCD s'est tenue le 22 février et a inclus l'examen de deux demandes de statut d'observateur ad hoc. L'organisation des Etats caraïbes de l'est et la Ligue des Etats arabes avaient présenté des demandes qui, selon plusieurs pays arabes Membres, devaient être examinées simultanément. Toutefois, les participants n'ont pas été en mesure de se mettre d'accord sur l'octroi du statut d'observateur aux groupes et la question sera donc examinée lors de la prochaine réunion du CCD.

Le reste de la réunion a été consacré à des présentations de la Malaisie sur les produits de base, et de l'Union internationale des télécommunications, sur le commerce électronique.

L'examen du retrait aux Maldives du statut de pays moins avancé (PMA) a été reporté à la réunion suivante, en raison de l'absence du délégué des Maldives, lors de la réunion. Le dernier point de la courte réunion, la participation des PMA au système commercial multilatéral, sera également traité lors d'une réunion ultérieure.

La prochaine réunion de la Session normale de CCD est fixée au 11 mai. Le nouveau président du CCD est l'ambassadeur Gomi Tharaka Senadhira, du Sri Lanka.

Services, accès aux marchés pour les produits non agricoles, priorités en matière de développement dans les discussions au Kenya

La seconde réunion mini-ministérielle de l'OMC pour 2005 est en cours à Mombasa, au Kenya, cette semaine. Une trentaine de ministres du commerce s'étaient déjà rencontrés, du 3 au 6 février, pour des discussions informelles visant à faire avancer les

négociations du Cycle de Doha, dans l'attente de la Conférence ministérielle de Hongkong, en décembre.

L'hôte de la réunion, Mukhisa Kituyi, ministre du Commerce du Kenya, a invité vivement les pays qui assistent à la réunion à "intégrer davantage de considérations humaines dans les règles du commerce mondial". Avec le ministre du Commerce rwandais, Nshuti Paul Manesser, et le ministre des Affaires étrangères jamaïcain, Keith Knight, il a appelé, lors de la réunion, à un commerce équitable et à la prise en considération des questions de développement. Bien que le commissaire européen au Commerce, Peter Mandelson, ait déclaré souhaiter "que l'on s'attaque sérieusement à un train de politiques majeur sur le développement", l'UE s'est joint aux présidents des groupes de négociation du Cycle de Doha et à plusieurs Membres pour inciter les organisateurs de la réunion à mettre un accent fort sur les négociations sur les services et sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Selon un haut responsable de l'OMC, les services étaient le "point de crise" à l'ordre du jour de la mini-ministérielle.

La réunion, qui compte un grand nombre de participants africains, examinera ces questions, avec d'autres sujets de négociation tels que l'agriculture, les règles de l'OMC et la facilitation des échanges. De plus, les ministres tiendront probablement des réunions informelles sur la course à la succession de Supachai Panitchpakdi au poste de directeur général de l'OMC.

Les Membres de l'OMC visent à arriver, d'ici fin juin, à des "premières approximations" d'un ensemble final à adopter à Hongkong. La prochaine mini-ministérielle doit avoir lieu en marge du sommet ministériel de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), devant se tenir les 3 et 4 mai, à Paris. Une autre est prévue en juillet, en Chine. Le Japon envisagerait d'abriter, en avril, une mini-ministérielle asiatique qui se pencherait essentiellement sur les questions d'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

7 mars Groupe de négociations sur les règles; accords commerciaux régionaux, WTO/AIR/2520

8 mars Sous-comité des PMA, WTO/AIR/2502 + Corr.1

8-10 mars Conseil des ADPIC, WTO/AIR/2505

9-10 mars Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, WTO/AIR/2499

11 mars Conseil des ADPIC, session spéciale

11 mars Conseil du commerce des services

14-16 mars Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

18 mars Comité sur l'agriculture

EVÉNEMENTS AILLEURS

9 -10 Mars 2005 Ouagadougou, Burkina Faso
Conférence régionale sur " l'Agriculture Ouest Africaine à l'épreuve de la libéralisation des échanges : Situations, Défis et Opportunités ", organisé par le Centre International pour le Commerce et le Développement Durable (ICTSD), le Bureau Suisse de la Coopération au Burkina Faso, le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPFA) et

l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso (UNPCB).

La conférence a pour ambition de renforcer la capacité des pays d'Afrique occidentale à faire progresser leurs propres objectifs de politiques publiques dans les négociations en cours sur l'agriculture à l'OMC, dans la perspective de la détermination des modalités pratiques de l'Accord-Cadre du 1er Août dernier.

28 février-04 mars Cape Town, Afrique du Sud, 27ème session du comité du codex sur le poisson et les produits des pêcheries. Pour en savoir plus, contacter Kazuaki Miyagishima.

Voir : www.fao.org

28 février-16 mars la Havane, Cuba, atelier régional sur les importantes questions relatives à l'agenda économique international. Pour plus d'informations, voir : www.unctad.org

07 mars Rome, Italie, 26ème session du comité sur les pêcheries de la FAO.

Pour plus d'informations, contacter Ndiaga Gueye.
Voir : www.fao.org

07-11 mars Genève, Suisse, neuvième session de la commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes. Pour en savoir plus, voir : www.unctad.org

08 mars Genève, Suisse, Présentation du bilan des politiques d'investissement du Brésil.

Pour en savoir plus, voir : www.unctad.org

09-11 mars Rome, Italie, Réunion sur le contrôle de la forêt nationale. Pour plus d'informations contacter Messieurs : Peter Holmgren, Chief Form.
Voir : www.fao.org

09-11 mars Brasilia, Brésil, atelier régional sur le " clearing-House mechanism ". Pour plus d'informations, voir : www.biodiv.org

14-16 mars Montréal, Canada : réunion du comité sur la conformité sur le protocole de Carthagène sur la bio sécurité. Pour plus d'informations, voir le site suivant : www.biodiv.org

14-18 mars Genève, Suisse, 09ème session de la commission du commerce de la CNUCED. Elle portera essentiellement sur le commerce des services, l'environnement et l'accès aux marchés entre autres. Pour plus d'informations, voir le site de la CNUCED : www.unctad.org

15-16 mars Rome, Italie, Conférence sur la Taxe sur la valeur ajoutée(TVA). Cette conférence est organisée par International Tax Dialogue et le gouvernement italien, avec la participation de l'OCDE.

PUBLICATIONS

En français

Unisfera (2005) Les accords sur l'investissement et les services et la gestion de l'eau dans les pays en développement. Auteurs: Marc Paquin, Karel Mayrand, Irène Artru & Jean-Frédéric Morin. cette étude traite de l'incidence des accords bilatéraux sur les investissements et des chapitres équivalents contenus dans les accords de libre-échange, ainsi que de l'impact du régime de l'AGCS (services) de l'OMC sur l'atteinte de la Cible 10 des Objectifs du Millénaire pour le développement adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies. La Cible 10 vise la réduction de moitié, d'ici à 2015, du pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à de l'eau potable et à des services d'assainissement des eaux de base. "

Cnuced (2004) : Le développement économique de l'Afrique : endettement viable, oasis ou mirage. <http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=1397&lang=2>

Cnuced (2004) : rapport sur l'investissement dans le monde, vue d'ensemble. <http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=1397&lang=2>

FAO (2004) : Les biotechnologies, une réponse aux besoins des plus démunis ? www.fao.org

Grain (2004) : La sécurité des semences pour les agriculteurs africains.

<http://www.grain.org/semences/?id=32>

Organisation internationale de normalisation (2004) : répertoire relatif au Code de la normalisation de l'Accord OTC de l'OMC. Ce répertoire fournit des renseignements sur les organismes à activités normatives qui ont accepté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes de l'Accord OTC de l'OMC.

<http://www.iso.org/iso/fr/prods-services/otherpubs/ISONET.PublicationList?>

OMC (2004) : Rapport sur le commerce mondial 2004. Le Rapport sur le commerce mondial est une publication annuelle de l'OMC qui traite surtout des tendances et des politiques commerciales. L'édition 2004 passe en revue l'évolution commerciale récente et examine des questions comme la cohérence dans les politiques commerciales et macroéconomiques, les indications géographiques et la libéralisation du commerce des services par le mouvement temporaire des personnes physiques.

http://www.wto.org/french/news_f/pres04_f/pr385_f.htm

En anglais

THE POTENTIAL IMPACT OF US-SACU FTA NEGOTIATIONS ON PUBLIC HEALTH IN SOUTHERN AFRICA. By Tenu Avafia. Trade Law Centre for Southern Africa (TRALAC), November 2004. This Working Paper examines the potential impact of the proposed Free Trade Agreement (FTA) between Southern African Customs Union (SACU; comprised of South Africa, Botswana, Lesotho, Namibia and Swaziland) and the United States from the perspective of public health. Avafia expresses concerns about the possible impact of the FTA on public health in the SACU region. He draws particular attention to the impact that the proposed FTA is likely to have on the ability of SACU countries to access the most affordable essential

medicines required to address urgent public health concerns. Avafia goes on to say that it would be imprudent to enter into a bilateral agreement that contains less favourable provisions on essential medicines than those found in the multilateral arena such as the Doha Declaration on Trade-related Intellectual Property Rights (TRIPS) and Public Health and the WTO General Council Decision of 30 August 2003. To access the paper, visit:

<http://www.tralac.org/scripts/content.php?id=3114>

POSITIVE TRADE AGENDA FOR SOUTH

ASIAN LDCs. By Ratnakar Adhikari and Navin Dahal. South Asia Watch on Trade, Economics & Environment (SAWTEE), 2004. In their attempt to integrate themselves into the international trading system Nepal and Bangladesh have gone through rigorous liberalisation efforts, evident from the reduction in tariff rates in these countries. Bhutan and the Maldives have also initiated reform programmes and are gradually opening up to the world economy. Despite a growth rate of 5.5 percent in South Asian countries over the last decade, the vulnerability of least-developed countries (LDCs) in the region to external shocks is high because of export concentration. In addition, the lack of skilled human resources, inadequate infrastructure, implementation problems, and highly protective developed country markets restrict the potential of South Asian LDCs to benefit from exports. To access the report, visit <http://www.sawtee.org>

IMPLICATIONS OF THE REMOVAL OF QUOTAS IN TEXTILES AND CLOTHING

TRADE. By Eckart Naumann. Trade Law Centre for Southern Africa (TRALAC), December 2004. This trade brief comments on the impending demise of the clothing and textile quota system. Conclusions include that while India, China and Pakistan stand to benefit, it is ultimately consumers who will benefit the most; those countries that have a high degree of market distortion are likely to suffer more; and countries that export more of their clothing and textile production are more exposed and likely to suffer more than countries

where there is a larger domestic market. To access the brief, visit:

<http://www.tralac.org/scripts/content.php?id=3268>

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD [http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE](http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE)

DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe